

reillages et de la formation du personnel approprié, notamment de personnes handicapées;

5. *Se félicite* des contributions volontaires versées par des gouvernements pour l'Année internationale des personnes handicapées et lance un appel pour que de nouvelles contributions volontaires soient versées pour l'Année;

6. *Décide* d'accepter l'offre du Gouvernement argentin d'accueillir en 1981 le séminaire international d'experts, à orientation pragmatique, sur l'assistance technique dans le domaine des services destinés aux handicapés et sur la coopération technique entre pays en développement, qui doit se tenir conformément au Plan d'action pour l'Année internationale des personnes handicapées;

7. *Prie* les commissions régionales de formuler des programmes appropriés pour la mise en œuvre des recommandations contenues dans le Plan d'action pour l'Année internationale des personnes handicapées;

8. *Prie* le Secrétaire général d'examiner la question de l'accès des personnes souffrant d'incapacités sensorielles aux bâtiments et aux documents et informations de l'Organisation des Nations Unies;

9. *Prie en outre* le Secrétaire général de renforcer les activités d'information et de fournir au secrétariat de l'Année internationale pour les personnes handicapées toutes les ressources et tout le personnel dont il a besoin pour mener à bien ses travaux;

10. *Se félicite* des progrès déjà réalisés dans la rédaction d'un plan d'action mondial à long terme et approuve la procédure et le calendrier proposés pour son adoption par le Comité consultatif pour l'Année internationale des personnes handicapées à sa deuxième session⁶⁶;

11. *Prie* le Secrétaire général de convoquer une session du Comité consultatif en 1981;

12. *Prie* le Comité consultatif d'examiner les possibilités de poursuivre les activités de l'Institut international pour la réadaptation des personnes handicapées des pays en développement, compte tenu de l'expérience de l'Année internationale des personnes handicapées;

13. *Invite* tous les chefs d'Etat ou de gouvernement, le Président de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale et le Secrétaire général à publier des messages spéciaux au début de l'Année internationale des personnes handicapées;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-sixième session la question intitulée "Année internationale des personnes handicapées" et, compte tenu de son importance, recommande que cette question soit examinée par l'Assemblée en séance plénière pour marquer l'Année;

15. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session, sur l'application de la présente résolution.

92^e séance plénière
11 décembre 1980

35/134. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 34/157 du 17 décembre 1979, dans laquelle elle a exprimé le désir que les consultations qui devaient avoir lieu au sujet de l'accord à passer avec le gouvernement du pays hôte soient rapidement menées à bien et a prié le Secrétaire général de consulter les Etats Membres en vue de désigner le plus tôt possible le Directeur de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme,

Ayant reçu le rapport du Conseil d'administration de l'Institut sur la session qu'il a tenue à Genève du 22 au 26 octobre 1979⁶⁷,

Ayant également reçu le rapport du Secrétaire général⁶⁸,

1. *Prie instamment* le Secrétaire général de nommer le Directeur de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, compte dûment tenu des consultations qu'il a eues avec les Etats Membres à cette fin;

2. *Exprime le désir* que les consultations qui devront avoir lieu au sujet de l'accord avec le Gouvernement de la République dominicaine soient rapidement menées à bien;

3. *Exprime également le désir* que l'Institut commence ses activités dans la République dominicaine et que son installation dans le pays hôte ne soit pas indûment retardée;

4. *Réaffirme* les principes directeurs énoncés dans la résolution 1998 (LX) du Conseil économique et social, en date du 12 mai 1976, concernant les activités de l'Institut, en particulier la nécessité pour ce dernier de travailler en étroite collaboration avec les instituts régionaux qui poursuivent des objectifs similaires;

5. *Invite* les gouvernements à contribuer, tant financièrement qu'en nature, au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme;

6. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social, lors de sa première session ordinaire de 1981, un rapport sur l'application de la présente résolution.

92^e séance plénière
11 décembre 1980

35/135. Femmes réfugiées et déplacées

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les résolutions adoptées par la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme et les recommandations formulées dans le Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix concernant

⁶⁶ A/35/444, annexe.

⁶⁷ E/1980/23.

⁶⁸ A/35/94.

les femmes réfugiées et déplacées⁶⁹, qui relèvent du domaine du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

Reconnaissant que les problèmes des réfugiés et des personnes déplacées se posent sur tous les continents et imposent des charges particulières aux pays en développement,

Consciente que la situation de plus en plus grave des réfugiés et des personnes déplacées représente un lourd fardeau économique et social pour les pays qui leur offrent asile, secours ou possibilités de réadaptation,

Notant avec une profonde préoccupation que les femmes et les enfants constituent la majorité des réfugiés et des personnes déplacées dans la plupart des régions,

Reconnaissant que les besoins des femmes réfugiées et déplacées, en tant que mères et en tant que femmes devant subvenir seules aux besoins de leur famille, doivent être pris en considération de façon constructive par toutes les parties s'occupant de leur apporter secours et de faciliter leur réadaptation,

Reconnaissant également que les femmes réfugiées et déplacées sont particulièrement vulnérables à l'intimidation, à l'exploitation, aux sévices et aux violences sexuelles,

Consciente que les problèmes particuliers des femmes réfugiées et déplacées n'ont pas été étudiés complètement jusqu'ici,

Soulignant avec fermeté le besoin d'un appui accru de la communauté internationale au grand nombre des réfugiés et personnes déplacées,

1. *Prie* tous les Etats de coopérer avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin de protéger pleinement le bien-être des femmes et des enfants en particulier, conformément aux droits fondamentaux que leur reconnaissent le droit international et la législation nationale;

2. *Demande* à tous les Etats et donateurs fournissant aux réfugiés et aux personnes déplacées des secours immédiats de s'efforcer d'atténuer la vulnérabilité particulière des femmes se trouvant dans cette situation en leur assurant un accès aux secours d'urgence et aux programmes de santé, ainsi qu'une participation active à la prise de décisions dans les centres ou camps de réfugiés ou de personnes déplacées;

3. *Prie instamment* la communauté internationale de fournir d'urgence une assistance adéquate à toutes les femmes réfugiées et déplacées ainsi qu'aux pays en développement qui leur offrent asile ou leur donnent des possibilités de réadaptation, en particulier les pays les moins avancés et les plus gravement touchés;

4. *Demande en outre* à tous les Etats et donateurs contribuant à la réadaptation, à la réinstallation ou au rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées de reconnaître le rôle central de la mère dans la famille et, par suite, dans la protection de la famille, de

garantir les droits des femmes à la sécurité physique et de faciliter leur accès aux services de conseils et à l'assistance matérielle;

5. *Prie instamment* le Haut Commissaire de coopérer avec les gouvernements des pays d'accueil pour encourager la participation des femmes, y compris des femmes réfugiées, à l'administration des programmes d'aide aux réfugiés, en particulier la fourniture d'aliments, d'abris et de services médicaux essentiels dans les pays d'asile, et pour favoriser leur participation aux programmes de formation et d'orientation dans les pays d'asile et les pays de réinstallation;

6. *Demande instamment* au Haut Commissaire de faire appel aux compétences de tous les organismes intéressés des Nations Unies et, en consultation avec les pays concernés, d'entreprendre des études et des recherches détaillées pour déterminer la mesure dans laquelle les femmes réfugiées et déplacées sont particulièrement vulnérables, ainsi que de formuler et d'exécuter des programmes et des projets fondés sur les résultats de ces études;

7. *Recommande* que le Haut Commissariat coordonne avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales intéressés le rassemblement et l'analyse de données et l'exécution de travaux de recherche et d'études de cas sur les besoins critiques des femmes réfugiées et déplacées;

8. *Recommande en outre* que le Haut Commissaire veille à augmenter le nombre des femmes occupant des postes de toutes les classes au Haut Commissariat, en particulier dans les bureaux extérieurs, et à réserver un poste de rang élevé à un coordonnateur des programmes relatifs aux femmes.

92^e séance plénière
11 décembre 1980

35/136. Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3520 (XXX) du 15 décembre 1975, dans laquelle elle a proclamé la période de 1976 à 1985 Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix et a décidé de convoquer une conférence mondiale au milieu de la Décennie,

Rappelant également sa résolution 34/158 du 17 décembre 1979 sur la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme,

Rappelant en outre sa résolution 34/180 du 18 décembre 1979, dont l'annexe contient le texte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Réaffirmant les principes et les objectifs énoncés dans la Déclaration de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix⁷⁰ et dans le Plan d'action mondial en vue de

⁶⁹ Voir *Rapport de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Copenhague, 14-30 juillet 1980* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.80.IV.3 et rectificatif), chap. I.

⁷⁰ Voir *Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, Mexico, 19 juin-2 juillet 1975* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1), chap. I.